



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2009

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2009, clos le 31 mars.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2009 et 2008 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2008 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2009

Avec une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1, le dollar s'est apprécié de 15 % par rapport à la parité moyenne du premier trimestre 2008. Cette évolution a eu pour effet mécanique d'augmenter de 3 à 4 % les différentes composantes du chiffre d'affaires et de € 0,3 million le résultat opérationnel, exprimés à données réelles par rapport aux données comparables.

Persistance de la faiblesse des commandes

Le premier trimestre a été marqué par une conjoncture restée particulièrement dégradée – avec une nouvelle et forte détérioration de la situation de nombreuses entreprises clientes – et par une visibilité toujours aussi faible.

Dans ce contexte, la société a, de nouveau, subi une importante baisse de son activité commerciale, ses clients continuant de réduire leurs coûts et de geler ou différer leurs décisions d'investissement.

Ainsi, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO affichent globalement une diminution de 50 % par rapport au premier trimestre 2008, avec un montant de seulement € 10,4 millions. Le recul des commandes s'était progressivement accentué en 2008, trimestre après trimestre, pour culminer au quatrième trimestre avec une baisse de 48 % par rapport à la même période de 2007. Les commandes de nouvelles licences de logiciels reculent de 42 % et celles d'équipements de CFAO de 54 %.

Tous les marchés sectoriels et géographiques sont touchés ; c'est dans l'automobile que la baisse est la plus importante (– 84 %).

Parallèlement, du fait de la baisse significative des niveaux de production et de la fermeture d'usines, les commandes de pièces détachées et de consommables, traditionnellement soutenues, ont subi une forte baisse comme cela avait été le cas, pour la première fois, au quatrième trimestre 2008.

Chiffre d'affaires et résultats en forte baisse

Au total, le chiffre d'affaires s'établit à € 37,6 millions, en retrait de 30 % par rapport au premier trimestre 2008. A données réelles, il diminue de 28 %.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 13,9 millions) est en repli de 50 %. Les revenus récurrents (€ 23,7 millions) diminuent de 9 %, résultant de la conjugaison d'une très légère croissance (+ 1 %) du chiffre d'affaires des contrats récurrents et d'une diminution de 25 % de celui des pièces détachées et consommables.

Comme anticipé par la société le 12 février 2009, le résultat opérationnel du premier trimestre est déficitaire. Il s'établit à – € 3,2 millions (contre un bénéfice opérationnel de € 1,6 million au premier trimestre 2008). Si la perte opérationnelle résulte directement de l'effet conjugué de la forte baisse des ventes de nouveaux systèmes et du recul des ventes de pièces détachées et consommables, elle a été en partie limitée par l'effet des mesures de réduction des frais généraux fixes initiées en 2008.

Le résultat net est négatif de € 3,2 millions (contre un bénéfice net de € 0,6 million au premier trimestre 2008).

Cash-flow libre fortement positif

Le cash-flow libre du trimestre est positif de € 11,6 millions. Il bénéficie de l'encaissement anticipé au cours du trimestre de € 14,1 millions au titre des crédits d'impôt recherche des années 2005 à 2008 qui figuraient au bilan au 31 décembre 2008, résultant des mesures prises par le gouvernement français dans le cadre du plan de relance de l'économie annoncé le 4 décembre 2008.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2009 s'établit à € 37,6 millions, en recul de 28 % à données réelles et de 30 % à données comparables par rapport au premier trimestre 2008.

La baisse est de 26 % en Europe, 17 % dans les Amériques et 52 % en Asie-Pacifique où la part des contrats récurrents est plus faible. Ces trois régions ont, respectivement, représenté 60 % (dont 10 % pour la France), 20 % et 15 % du chiffre d'affaires global. Les pays du reste du monde (5 % de l'activité du groupe) diminuent de 32 %.

Recul du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 4,6 millions) diminue de 43 %. Il contribue à hauteur de 12 % au chiffre d'affaires global (15 % en 2008).

Les équipements de CFAO (€ 7,2 millions) affichent un recul de 58 % et représentent 19 % du chiffre d'affaires global (32 % en 2008).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 1,9 million) recule de 8 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 13,9 millions) baisse de 50 %. Il représente 37 % du chiffre d'affaires global (51 % en 2008).

Baisse des revenus récurrents

Les revenus récurrents (€ 23,7 millions) diminuent de € 2,2 millions (- 9 %). Compte tenu de la faiblesse des ventes de nouveaux systèmes, ils représentent 63 % du chiffre d'affaires global du trimestre (49 % au premier trimestre 2008).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 70 % des revenus récurrents et à 44 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 16,6 millions. Il affiche, comme anticipé, une très légère croissance (+ 1 %), un résultat satisfaisant dans le contexte actuel, compte tenu à la fois du fort recul des ventes de nouveaux systèmes et d'un taux d'annulation demeuré très élevé au cours des derniers mois avec la baisse ou l'arrêt de l'activité et les actions de réduction des coûts de certains clients. Concernant près des deux tiers des 23 000 clients de Lectra, ces contrats se décomposent ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 7,6 millions), en hausse de 3 %, représentent 20 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 9,0 millions), stables, représentent 24 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 6,8 millions) diminue de 25 %. Après des années de croissance continue et soutenue, cette composante du chiffre d'affaires a enregistré son premier recul au quatrième trimestre 2008.

Compte tenu de l'ampleur sans précédent du recul du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, les revenus récurrents, malgré leur baisse inhabituelle, continuent de démontrer qu'ils constituent, dans le modèle économique de l'entreprise, un facteur essentiel de stabilité et un amortisseur en période de conjoncture économique difficile.

Légère diminution du carnet de commandes

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2009 ayant été supérieur au montant des commandes enregistrées au cours de la période, le carnet de commandes des nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO au 31 mars 2009 (€ 8,2 millions) est en retrait de € 0,9 million par rapport au 31 décembre 2008. Il comprend € 4,8 millions livrables au deuxième trimestre 2009, € 0,9 million sur le reste de l'année et € 2,5 millions en 2010.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 70,6 %.

A données comparables, il s'élève à 69,9 % et progresse de 4,8 points par rapport au premier trimestre 2008 (65,1 %). Cette évolution favorable provient essentiellement de la part plus importante des revenus récurrents, dont le taux de marge brute est plus élevé que celui du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, dans le chiffre d'affaires global. Il convient de rappeler que les charges de personnel et autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 29,7 millions, en diminution de € 3,2 millions (- 10 %) par rapport au premier trimestre 2008. Ils se décomposent ainsi :

- € 28,7 millions de frais fixes et de provisions, en diminution de € 1,8 million (- 6 %) ;
- € 1,0 million de frais variables (- 61 %).

Les dépenses de recherche et de développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à des programmes de R&D, elles s'élèvent à € 4,2 millions et représentent 11,1 % du chiffre d'affaires (€ 5,0 millions et 9,6 % au premier trimestre 2008). Les frais nets de recherche et de développement, après déduction du crédit d'impôt recherche et des subventions, s'établissent à € 2,4 millions (€ 2,8 millions en 2008).

Conforme au plan d'action 2009, la diminution de 6 % des frais généraux fixes et provisions traduit les mesures de réduction des coûts mises en œuvre dès juillet 2008, renforcées en septembre puis en décembre.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel est négatif de € 3,2 millions. A données comparables, il est négatif de € 3,5 millions, en diminution de € 5,1 millions par rapport au résultat opérationnel positif de € 1,6 million du premier trimestre 2008.

La marge opérationnelle est négative de 8,5 %. A données comparables, elle est négative de 9,5 % (contre + 3,1 % au premier trimestre 2008).

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 1,0 million. Le résultat de change est négatif de € 0,1 million.

Compte tenu d'un produit d'impôt de € 1,2 million, la perte nette s'établit à € 3,2 millions, en diminution de € 3,8 millions à données réelles par rapport au bénéfice net de € 0,6 million du premier trimestre 2008.

Le résultat net par action sur capital de base et sur capital dilué représente une perte de € 0,11 contre un bénéfice de € 0,02 au premier trimestre 2008.

Cash-flow libre

Avant éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 11,7 millions (+ € 0,1 million au premier trimestre 2008).

Après décaissement de € 0,1 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 11,6 millions (il était négatif de € 1,1 million en 2008, après décaissement de € 1,2 million d'éléments à caractère non récurrent). Il résulte d'une capacité d'auto financement d'exploitation négative de € 2,4 millions (dont € 1,3 million correspond au crédit d'impôt recherche du premier trimestre 2009 comptabilisé et non encaissé), d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 14,7 millions (dont € 14,1 millions proviennent du remboursement anticipé des crédits d'impôt recherche des années 2005 à 2008) et d'investissements de € 0,7 million.

Hors effets des crédits d'impôt recherche, le cash-flow libre du premier trimestre est négatif de € 1,2 million.

Structure financière

Au 31 mars 2009, les capitaux propres s'élèvent à €24,8 millions (€ 28,1 millions au 31 décembre 2008).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le cadre du seul contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 1,6 million (€ 1,5 million au 31 décembre 2008).

La trésorerie disponible s'établit à € 13,8 millions (€ 10,2 millions au 31 décembre 2008).

Les dettes financières sont de € 58,9 millions (€ 66,5 millions au 31 décembre 2008) :

- € 48,0 millions correspondent au prêt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007,
- € 9,3 millions correspondent à l'utilisation de lignes de crédit de trésorerie (€ 16,9 millions au 31 décembre 2008),
- € 1,6 million correspond à des avances remboursables sans intérêt destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

Les dettes financières nettes s'établissent en conséquence à € 45,1 millions (€ 56,4 millions au 31 décembre 2008).

Du fait de la trésorerie disponible et des montants non utilisés des lignes de crédit de trésorerie confirmées, la société dispose au 31 mars 2009 de €25,5 millions pour assurer sa liquidité (*cf. chapitre 9.2 des notes annexes au présent rapport*).

Litige en cours

La procédure arbitrale que Lectra a initiée à l'encontre d'Induyco en juin 2005 devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale siégeant à Londres (CCI), relative à l'acquisition en 2004 de la société Investronica Sistemas, est toujours en cours (*cf. chapitre 7 des notes annexes au présent rapport*).

Le 15 mars 2009, le tribunal a informé les parties qu'il prévoyait désormais de rapidement conclure ses délibérations et soumettre à la Cour internationale d'arbitrage de la CCI son projet de sentence, et de tenir les parties informées à l'issue de cette étape. Le tribunal avait précédemment précisé que sa sentence porterait à la fois sur le fond des réclamations et sur les frais de procédure.

Selon les procédures de la CCI, la Cour internationale d'arbitrage doit ensuite revoir et approuver le projet de sentence avant sa notification aux parties.

Compte tenu de ces informations, la société prévoit que la sentence arbitrale devrait être rendue et communiquée aux parties à la fin du deuxième trimestre ou au troisième trimestre.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2009, le capital social est de € 27 640 648,58 divisé en 28 495 514 actions d'une valeur nominale de € 0,97, inchangé par rapport au 31 décembre 2008.

A la date du présent rapport, le capital est, à la connaissance de la société, réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 39 % du capital et des droits de vote ;

- les sociétés Financière de l'Echiquier (France) et Insinger de Beaufort AM NV (Pays-Bas), pour le compte des OPCVM gérés par elles et de leurs clients, détiennent plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 5 % du capital (et moins de 10 %) et moins de 5 % des droits de vote.

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2009.

Enfin, la société détient 1,4 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2009, le cours de Bourse de l'action Lectra était de € 1,97, en baisse de 39 % par rapport au 31 décembre 2008 (€ 3,25). Depuis le début de l'année, le cours a affiché un plus haut de € 3,25 le 2 janvier et un plus bas de € 1,80 le 27 mars. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid&Small190 ont, respectivement, diminué de 13 % et 6 %.

Cette forte baisse s'est réalisée dans des volumes particulièrement étroits : selon les statistiques d'Euronext, seulement 0,2 million d'actions ont été échangées, soit une diminution de 78 % par rapport à la même période en 2008. Le montant des capitaux échangés (€ 0,5 million) a baissé de 89 %.

L'action Lectra fait notamment partie des indices SBF 250, CAC Small90 et CAC Mid&Small190.

Compte tenu de la forte baisse de sa capitalisation boursière au 31 décembre 2008 (€ 92,6 millions), l'action Lectra a été transférée par Euronext Paris, en janvier 2009, du compartiment B au compartiment C.

4. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du premier semestre 2009 seront publiés le 30 juillet, après la clôture d'Euronext.

L'assemblée générale annuelle se réunira le 30 avril 2009.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Ce chapitre a été développé dans le rapport financier du Conseil d'Administration du 12 février sur les comptes du quatrième trimestre et de l'exercice 2008, et repris dans son rapport annuel 2008. La société avait précisé que 2009 serait une année difficile pour Lectra comme pour les entreprises du monde entier, et qu'elle ne formulait pas de perspectives chiffrées pour l'exercice, compte tenu d'une absence totale de visibilité.

A la date du présent rapport, les conditions macroéconomiques demeurent inchangées et le contexte continue d'exiger la plus grande vigilance.

La conjoncture des prochains trimestres devrait rester fortement dégradée et la faiblesse des commandes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO pourrait perdurer, sans qu'il soit possible d'en estimer le niveau.

Les résultats du premier trimestre confortent les principaux objectifs du plan d'action 2009 rendu nécessaire par l'ampleur sans précédent de la crise économique mondiale. En vigueur dès le 1^{er} janvier, ce plan a permis d'ajuster le niveau de frais généraux fixes afin que le point mort soit atteint – c'est-à-dire que le résultat net reste positif – si les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO enregistraient en 2009 un recul inférieur à 15 % par rapport à 2008 (soit un recul de 42 % par rapport à 2007) et les revenus récurrents demeuraient stables. Le chiffre d'affaires correspondant serait de € 178 millions et le résultat opérationnel de € 1,7 million.

Si les commandes de nouveaux systèmes des trois prochains trimestres devaient rester au niveau du premier trimestre, corrigées du seul effet de la saisonnalité de l'activité de Lectra, leur recul sur l'année pourrait atteindre environ 30 % par rapport à 2008 (soit un recul de 52 % par rapport à 2007).

Par ailleurs, la persistance de la forte baisse des ventes de pièces détachées et consommables sur les prochains trimestres pourrait dégrader le scénario de point mort ci-dessus, avec un repli (et non plus une stabilité) des revenus récurrents de l'exercice de l'ordre de 6 % à 8 %.

Enfin, les mesures d'économies prises en 2008 devraient porter leur plein effet à compter du deuxième trimestre.

Le deuxième trimestre 2009 devrait, selon toute probabilité, également enregistrer une perte opérationnelle. En revanche, dans ces hypothèses, le deuxième semestre reviendrait à l'équilibre ou serait légèrement bénéficiaire.

Comme indiqué le 12 février, la société serait amenée à revoir à la baisse le niveau de ses frais généraux fixes si les impacts de la crise s'avéraient encore plus marqués.

Bénéficiant de l'encaissement anticipé au premier trimestre des crédits d'impôt recherche, le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent devrait rester positif en 2009 dans tous les scénarios de résultat.

Le Conseil d'Administration

Le 29 avril 2009

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2009

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Fait à Paris, le 29 avril 2009

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

Etat de la situation financière

ACTIF			
(en milliers d'euros)	31 mars 2009	31 décembre 2008	31 mars 2008
Ecart d'acquisition	36 371	36 077	35 752
Autres immobilisations incorporelles	5 894	5 887	5 815
Immobilisations corporelles	14 211	14 420	14 986
Actifs financiers non courants	1 497	1 656	1 727
Impôts différés	13 487	12 097	10 114
Total actif non courant	71 460	70 137	68 394
Stocks	27 081	28 614	31 137
Clients et comptes rattachés	35 742	39 997	46 489
Créances d'impôt courant sur les sociétés	2 554	15 207	11 109
Autres actifs courants	11 282	8 698	14 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 818	10 175	11 290
Total actif courant	90 477	102 691	114 042
Total actif	161 937	172 828	182 436
PASSIF			
	31 mars 2009	31 décembre 2008	31 mars 2008
Capital social	27 641	27 641	42 743
Primes d'émission et de fusion	1 034	1 033	1 034
Actions détenues en propre	(1 617)	(1 498)	(1 039)
Ecart de conversion	(8 909)	(8 719)	(8 719)
Réserves et résultats consolidés	6 645	9 661	(7 759)
Capitaux propres	24 794	28 118	26 260
Engagements de retraite	3 653	3 746	3 571
Emprunts et dettes financières à long terme	49 453	49 433	48 854
Total passif non courant	53 106	53 179	52 425
Fournisseurs et autres passifs	35 503	39 490	48 686
Produits constatés d'avance	36 816	32 310	37 585
Dettes d'impôt exigible	352	654	627
Emprunts et dettes financières à court terme	9 495	17 096	14 723
Provisions	1 871	1 981	2 130
Total passif courant	84 037	91 531	103 751
Total passif et capitaux propres	161 937	172 828	182 436

Compte de résultat consolidé

Du 1^{er} janvier au 31 mars
(en milliers d'euros)

	2009	2008
Chiffre d'affaires	37 591	51 973
Coût des ventes	(11 058)	(18 156)
Marge brute	26 533	33 817
Frais de recherche et de développement	(2 410)	(2 823)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(27 332)	(29 389)
Résultat opérationnel	(3 209)	1 605
Produits financiers	57	64
Charges financières	(1 035)	(961)
Résultat de change	(125)	(435)
Résultat avant impôts	(4 312)	273
Impôt sur le résultat	1 159	376
Résultat	(3 153)	649

(en euros)	2009	2008
Résultat par action		
Résultat :		
- de base	(0,11)	0,02
- dilué	(0,11)	0,02
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	28 108 992	28 332 877
- résultat dilué	28 108 992	28 394 870

Etat de résultat global

(en milliers d'euros)	2009	2008
Ecart de conversion	(305)	(45)
Valorisation des options de souscription d'actions	59	82
Part efficace de la variation de juste valeur des couvertures de flux futurs	982	0
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	(693)	(519)
Effet d'impôt sur les autres éléments du résultat global	(96)	173
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(53)	(309)
Résultat	(3 153)	649
Total des produits et charges comptabilisés	(3 206)	340

Tableau des flux de trésorerie consolidé

Du 1^{er} janvier au 31 mars
(en milliers d'euros)

	2009	2008
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat	(3 153)	649
Amortissements et provisions d'exploitation	1 901	2 075
Eléments non monétaires du résultat	195	867
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs	0	1
Variation de l'impôt différé	(1 369)	(801)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	(2 426)	2 791
Variation des stocks et en-cours	1 132	(1 771)
Variation des créances clients et comptes rattachés	7 539	8 379
Variation des autres actifs et passifs courants	6 022	(9 479)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	14 693	(2 871)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	12 267	(80)
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(419)	(421)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(419)	(823)
Cession d'actifs immobilisés corporels et incorporels	139	0
Acquisitions d'immobilisations financières	(157)	(15)
Cession d'immobilisations financières	169	245
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(686)	(1 014)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	0	86
Achats par la société de ses actions propres	(119)	(490)
Ventes par la société de ses propres actions	0	25
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	0
Remboursement des dettes long terme et court terme	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(119)	(379)
Variation de la trésorerie	11 462	(1 473)
Trésorerie à l'ouverture	(6 725)	(1 715)
Variation de la trésorerie	11 462	(1 473)
Incidence des variations de cours des devises	(219)	(36)
Trésorerie à la clôture	4 518	(3 224)
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	11 661	84
Eléments non récurrents du cash-flow libre	(80)	(1 178)
Cash-flow libre	11 581	(1 094)

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Résultats accumulés non distribués	Ecart de conversion	Résultat de la période	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale							
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2008	28 476 899	1,50	42 715	976	(581)	(13 840)	(8 141)	5 170	26 299
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</i>								(309)	(309)
<i>Résultat</i>								649	649
Total des produits et charges comptabilisés				0	0	0	0	340	340
Exercice d'options de souscription d'actions	18 615		28	58					86
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(458)				(458)
Profits (pertes) réalisés sur ses propres actions						(5)			(5)
Affectation du résultat de l'exercice antérieur						5 748	(578)	(5 170)	0
Autres variations						(2)			(2)
Au 31 mars 2008	28 495 514	1,50	42 743	1 034	(1 039)	(8 099)	(8 719)	340	26 260
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2009	28 495 514	0,97	27 641	1 034	(1 498)	7 580	(8 719)	2 081	28 119
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</i>								(53)	(53)
<i>Résultat</i>								(3 153)	(3 153)
Total des produits et charges comptabilisés				0	0	0	0	(3 206)	(3 206)
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(119)				(119)
Affectation du résultat de l'exercice antérieur						2 271	(190)	(2 081)	0
Au 31 mars 2009	28 495 514	0,97	27 641	1 034	(1 617)	9 851	(8 909)	(3 206)	24 794

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2009

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur Euronext Paris (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux tels que la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (l'aéronautique, l'industrie nautique, les éoliennes, les équipements de protection des personnes...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits jusqu'à la distribution (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement de l'image et des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception des PC et périphériques et de certains produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2008, réalisé en direct 92 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, les États-Unis et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France) et ses quatre *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), Istanbul (Turquie), Shanghai (Chine) et Mexico (Mexique). Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 920 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 220 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 170 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société,
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile,

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés sont conformes au référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les comptes consolidés condensés au 31 mars 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 (information financière intermédiaire). Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, disponibles sur www.lectra.com.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2009 traduits à cours de change 2008, comparés aux données réelles 2008. Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre de consolidation du Groupe en 2009 ni en 2008.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Aucune modification significative n'est intervenue depuis le 31 décembre 2008 dans les estimations que la Direction du Groupe a retenues.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et de développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites-pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de recherche et de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Il convient de préciser que le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de recherche et de développement.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts et dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières par le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2009, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 26 sociétés consolidées par intégration globale.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2009, le montant total de leur chiffre d'affaires est de € 0,3 million, la valeur totale de leur bilan de € 1,8 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) de zéro.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2009		2008	Variation 2009/2008	
(en milliers d'euros)	Réel	A cours de change 2008	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	37 591	36 468	51 973	-28%	-30%
Coût des ventes	(11 058)	(10 969)	(18 156)	-39%	-40%
Marge brute	26 533	25 499	33 817	-22%	-25%
(en % du chiffre d'affaires)	70,6%	69,9%	65,1%	+5,5 points	+4,8 points
Frais de recherche et de développement	(2 410)	(2 410)	(2 823)	-15%	-15%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(27 332)	(26 568)	(29 389)	-7%	-10%
Résultat opérationnel	(3 209)	(3 479)	1 605	n/s	n/s
(en % du chiffre d'affaires)	-8,5%	-9,5%	3,1%	-11,6 points	-12,6 points
Résultat avant impôts	(4 312)	(4 582)	273	n/s	n/s
Impôt sur le résultat	1 159	n/a	376	n/s	n/a
Résultat	(3 153)	n/a	649	n/s	n/a

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région géographique

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2009			2008			Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	22,5	60%	22,8	30,7	59%	-26%	-26%	
- France	3,8	10%	3,8	4,2	8%	-10%	-10%	
Amériques	7,5	20%	6,8	8,3	16%	-10%	-17%	
Asie - Pacifique	5,6	15%	4,8	10,1	19%	-44%	-52%	
Autres pays	2,0	5%	2,0	3,0	6%	-35%	-32%	
Total	37,6	100%	36,5	52,0	100%	-28%	-30%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2009			2008			Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	12,3	33%	11,9	15,1	29%	-19%	-21%	
- nouvelles licences	4,6	12%	4,5	7,9	15%	-41%	-43%	
- contrats d'évolution logiciels	7,6	20%	7,5	7,2	14%	+5%	+3%	
Équipements de CFAO	7,2	19%	6,9	16,5	32%	-56%	-58%	
Maintenance hardware et services en ligne	9,3	25%	9,0	9,3	18%	0%	-3%	
Pièces détachées et consommables	6,8	18%	6,7	8,8	17%	-23%	-25%	
Formation, conseil	1,9	5%	1,8	2,0	4%	-6%	-8%	
Divers	0,2	0%	0,1	0,3	0%	-54%	-55%	
Total	37,6	100%	36,5	52,0	100%	-28%	-30%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en millions d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2009			2008			Variation 2009/2008	
	Réel	%	A cours de change 2008	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	13,9	37%	13,3	26,6	51%	-48%	-50%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	23,7	63%	23,1	25,3	49%	-6%	-9%	
- contrats récurrents	16,6	44%	16,1	15,9	31%	+4%	+1%	
- autres revenus récurrents sur la base installée	7,2	19%	7,0	9,4	18%	-24%	-26%	
Total	37,6	100%	36,5	52,0	100%	-28%	-30%	

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

6. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Dettes	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	11,7	0,0	11,7
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(0,1)	0,0	(0,1)
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽¹⁾	(0,1)	0,0	(0,1)
Variation de l'endettement	0,0	0,0	0,0
Effet de la variation des devises – divers	(0,3)	0,0	(0,3)
Variation de trésorerie de la période	11,2	0,0	11,2
Situation au 31 décembre 2008 (bilan)	10,2	(66,5)	(56,4)
Tirage de lignes de crédit de trésorerie	(16,9)	16,9	0,0
Situation au 31 décembre 2008 (tableau des flux)	(6,7)	(49,6)	(56,4)
Situation au 31 mars 2009 (bilan)	13,8	(58,9)	(45,1)
Tirage de lignes de crédit de trésorerie	(9,3)	9,3	0,0
Situation au 31 mars 2009 (tableau des flux)	4,5	(49,6)	(45,1)

(1) *Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale), dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2008.*

Le cash-flow libre au 31 mars 2009 comprend l'encaissement de € 14,1 millions au titre des crédits d'impôt recherche des années 2005 à 2008 qui n'avaient pas été préalablement imputés sur l'impôt sur les sociétés et figuraient au bilan au 31 décembre 2008. Cet encaissement anticipé résulte des mesures prises par le gouvernement français dans le cadre du plan de relance de l'économie annoncé le 4 décembre 2008. Hors effets des crédits d'impôt recherche, le cash-flow libre du premier trimestre est négatif de € 1,2 million.

Le besoin en fonds de roulement diminue de € 14,7 millions. L'essentiel de ce montant s'explique par les éléments suivants :

- € 1,1 million correspondant à la réduction des stocks et en-cours ;
- € 7,5 millions correspondant à la diminution des créances clients ;
- € 6,0 millions correspondant à la variation des autres actifs et passifs courants, dont principalement :
 - € 14,1 millions d'encaissement des crédits d'impôts recherche 2005–2008 ;
 - – € 1,3 million au titre du crédit d'impôt recherche 2009 comptabilisé et non encaissé (*cf. note 10.3 ci-après*) ;
 - – € 6,3 millions correspondent à la diminution des postes fournisseurs et autres passifs fiscaux.

7. LITIGE EN COURS

La procédure arbitrale que Lectra a initiée à l'encontre d'Induyco en juin 2005 devant la Chambre de Commerce Internationale siégeant à Londres (CCI) est toujours en cours. Cette procédure est relative à l'acquisition en 2004 de la société Investronica Sistemas dont la situation a, entre autres, contraint Lectra à constater au titre de 2005 une dépréciation de l'écart d'acquisition de € 11,9 millions. Les parties sont convenues dans le contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004 que le jugement du tribunal arbitral serait définitif.

Les dernières audiences devant le tribunal arbitral ont eu lieu en novembre 2007. Le tribunal a informé les parties le 15 mars 2009 qu'il prévoyait désormais de rapidement conclure ses délibérations et soumettre à la Cour internationale d'arbitrage de la CCI son projet de sentence, et de tenir les parties informées à l'issue de cette étape. Le tribunal avait précédemment précisé que sa sentence porterait à la fois sur le fond des réclamations et sur les frais de procédure.

Selon les procédures de la CCI, la Cour internationale d'arbitrage doit ensuite revoir et approuver le projet de sentence avant sa notification aux parties.

Compte tenu de ces informations, la société prévoit que la sentence arbitrale devrait être rendue et communiquée aux parties à la fin du deuxième trimestre ou au troisième trimestre.

Compte tenu des réclamations de Lectra en cours, Induyco lui a fourni en 2006 des garanties bancaires à première demande d'un montant total de € 17,2 millions. Le montant total de cette garantie ne préjuge pas du montant qui pourrait être alloué à Lectra à l'issue de l'arbitrage.

Le montant total des honoraires et frais d'avocats et d'experts, des coûts de procédure arbitrale et autres frais engagés par Lectra au premier trimestre 2009 est non significatif. Le montant de € 5,6 millions déjà comptabilisé dans les actifs courants du bilan au 31 décembre 2008, reste inchangé au 31 mars 2009. Le montant total des honoraires, frais et coûts engagés depuis le début de la procédure est également inchangé à € 9,8 millions (dont € 4,2 millions avaient été reconnus en charges d'exploitation dans les comptes de 2005 et 2006). Lectra n'envisage pas de coûts additionnels importants jusqu'à ce que la sentence arbitrale soit rendue.

Le montant total des actifs courants comptabilisés au bilan sera déduit du montant qui pourrait être alloué à Lectra à l'issue de l'arbitrage.

8. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, au premier trimestre 2009, acheté 49 232 actions et vendu 2 actions aux cours moyens respectifs de € 2,41 et € 2,02. La société n'a procédé à aucun autre achat ou vente, en dehors du contrat de liquidité, dans le cadre du programme de rachat de ses propres actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2008.

En conséquence, au 31 mars 2009, elle détenait 407 689 (soit 1,4 %) de ses propres actions à un prix de revient moyen de € 3,96, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

9. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ

9.1 Crédit bancaire à moyen terme de € 48 millions

L'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 a été financée par endettement bancaire à moyen terme de € 48 millions auprès de Société Générale et Natixis.

Ce prêt est remboursable en huit échéances semestrielles à compter du 30 juin 2010 – les deux premières de € 3,8 millions, les quatre suivantes de € 5,3 millions et les deux dernières de € 9,6 millions (les 30 juin et 31 décembre 2013). Une accélération des remboursements est prévue en fonction de l'augmentation de la trésorerie disponible, à caractère exceptionnel sur la première période de trois ans, ou liée aux opérations au-delà de cette période.

Par ailleurs, la société s'est engagée, pendant toute la durée du prêt, à respecter (*covenants*) le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second ratio entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*).

Les ratios à respecter au 31 décembre de chaque année jusqu'au terme du prêt sont les suivants :

	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>
Leverage	< 2,3	< 1,9	< 1,7	< 1,7
Gearing	< 1,4	< 1,2	< 1	< 1

Parallèlement, le contrat de prêt prévoit que les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde du prêt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

Enfin, la société s'est engagée à proposer chaque année à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice précédent de limiter la distribution de dividendes à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures).

L'emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor à trois mois majoré d'une marge portée à 1,85 % l'an à compter du 1^{er} janvier 2009, contre 1 % précédemment (cette marge pouvant être abaissée jusqu'à 0,95 % en fonction du ratio de *leverage* affiché par la société), conformément à l'avenant au contrat de prêt signé le 19 décembre 2008 modifiant les deux ratios au 31 décembre 2008 de telle sorte qu'ils puissent être effectivement respectés par la société.

La société a couvert en 2007 son exposition au risque de taux en convertissant ce taux variable en taux fixe, à travers deux contrats de swap de taux (*cf. chapitre 10 ci-dessous*). Le taux effectif global prévisionnel pour 2009, calculé sur la base du taux réel pour le premier trimestre et du taux de l'Euribor à trois mois du 1^{er} avril 2009 pour les trois derniers trimestres, serait de 6,22 % (avec une marge de 1,85 %).

9.2 Liquidité

Le tableau ci-dessous résume la trésorerie disponible, les lignes de crédit de trésorerie confirmées et l'endettement du groupe au 31 mars 2009 :

(en milliers d'euros)	Limites	Utilisations	Montants disponibles
Lignes de trésorerie confirmées			
- jusqu'au 18 juillet 2009	6 000	2 900	3 100
- jusqu'au 31 juillet 2010	15 000	6 400	8 600
Total	21 000	9 300	11 700
Emprunt bancaire	48 000	48 000	0
Avances remboursables ne portant pas intérêt	1 648	1 648	0
Total dettes financières	70 648	58 948	11 700
Trésorerie disponible			13 818
Total	70 648	58 948	25 518

Du fait de sa trésorerie disponible et des montants non utilisés des lignes de crédit de trésorerie confirmées, la société dispose au 31 mars 2009 de €25,5 millions pour assurer sa liquidité jusqu'au 18 juillet 2009, puis de € 19,5 millions jusqu'au 31 juillet 2010.

10. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué au chapitre 9 ci-dessus, la société a couvert son exposition au risque de taux du prêt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable du prêt en taux fixe, à travers deux contrats de *swaps* de taux pour un montant de € 42 millions. La couverture du risque de taux a été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant du prêt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Ces *swaps* répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 31 mars 2009 est négative de € 2,9 millions, en raison de la baisse du taux de l'Euribor à trois mois par rapport à la date de mise en place de ces *swaps*. Ils sont considérés comme efficaces (leur valeur couvrant près de 90 % du montant du risque) et l'intégralité de ce montant est donc comptabilisée dans les capitaux propres.

11. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2008.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité € / \$

L'exposition nette de la société au dollar américain en 2009 devrait être comprise entre \$ 33 et \$ 38 millions.

La parité moyenne retenue pour le budget 2009 est de \$ 1,40 / € 1 (contre \$ 1,47 / € 1 en 2008).

La société a couvert début février 70 % de son exposition au dollar américain pour 2009 par des ventes à terme mensuelles de dollars à un cours moyen de \$ 1,30 / € 1. Elle a également couvert à cette même date 70 % de son exposition au yen japonais à un cours moyen de ¥ 115 / € 1.

Hors effet de la couverture du risque de change, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 / € 1 (faisant passer la parité de \$ 1,40 / € 1 à \$ 1,35 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires d'environ € 2 millions et du résultat opérationnel d'environ € 1 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 / € 1 se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

Le renforcement du dollar, s'il devait perdurer, aurait un double effet positif pour Lectra : un effet mécanique sur son activité et ses résultats, et un renforcement de sa compétitivité (son principal concurrent est en effet américain).

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les montants des ventes à terme destinées à couvrir les flux en dollars américains et en yen japonais pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2009 s'élèvent respectivement à \$ 19,4 millions et à ¥ 425 millions. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur calculée par référence aux cours de change à terme constatés à la date d'arrêté des comptes. Elle est positive de € 1,0 million au 31 mars 2009 en raison de la baisse de ces deux devises contre l'euro entre la date de leur mise en place (cours moyen de couverture) et le 31 mars 2009. Ces couvertures sont considérées comme efficaces et l'intégralité de ce montant est donc comptabilisée dans les capitaux propres.

Par ailleurs, au 31 mars 2009, les instruments financiers de couverture des risques de change sur les positions de bilan sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 24,1 millions.

12. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action sur capital de base est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions détenues en propre par la société.

Le résultat net par action sur capital dilué est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital de base augmenté des options qui auraient pu être exercées compte tenu de la moyenne des cours de Bourse de l'action au cours de la période. Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Toutes les options ayant un prix d'exercice inférieur au cours de bourse, le nombre d'actions utilisé pour calculer le résultat par action dilué est identique à celui du calcul du résultat de base. Le résultat net par action sur résultat dilué est donc identique à celui sur résultat de base.